

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 84/02

ÉFAI – 020189 – AFR 24/001/02

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer*

## CRAINTES DE TORTURE / PRISONNIERS D'OPINION PRÉSUMÉS

**GUINÉE ÉQUATORIALE** Felipe Ondó Obiang, ancien parlementaire et dirigeant du parti *Fuerza Demócrata Republicana* (FDR, Force démocrate républicaine)  
Emilio Ndongo Biyogo, membre du parti *Unión Popular* (UP, Union populaire)  
Guillermo Nguema Elá, ancien ministre des Finances et responsable de la FDR  
le général Jaime Obama Owono Nchama  
le lieutenant-colonel Lorenzo Ondó Elá  
le lieutenant-colonel Segismundo Obama Esono  
le commandant Mariano Ndongo Esangui  
et au moins 40 autres civils et membres des forces armées

Londres, le 19 mars 2002

Les personnes nommées ci-dessus ont été placées en détention à la prison publique de Bata, capitale de la région continentale de la Guinée équatoriale, à la suite d'une série d'arrestations auxquelles ont procédé les forces de sécurité depuis le 14 mars. Amnesty International est préoccupée par leur sécurité. D'après les informations recueillies, certaines d'entre elles ont peut-être été soumises en prison à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements, qui constituent une forme de sanction couramment infligée aux détenus politiques en Guinée équatoriale. Toutes ces personnes sont détenues sans inculpation et pourraient être des prisonniers d'opinion.

Felipe Ondó Obiang, ancien parlementaire et dirigeant de la *Fuerza Demócrata Republicana* (FDR, Force démocrate républicaine), parti d'opposition qui n'a toujours pas d'existence légale, ainsi que son beau-frère Emilio Ndongo Biyogo, membre de l'*Unión Popular* (UP, Union populaire), ont été arrêtés à Malabo, capitale de la Guinée équatoriale qui se trouve sur l'île de Bioko, dans l'après-midi du 14 mars. Ils venaient de rentrer de Bata, où ils avaient été maintenus en détention par les autorités pendant plusieurs semaines. Pendant une journée, leurs proches n'ont pu découvrir où ils se trouvaient, bien qu'ils se soient rendus dans différents lieux de détention où ils auraient pu être incarcérés à Malabo. Les deux hommes ont été conduits à la prison publique de Bata, où des témoins affirment les avoir vus le 15 mars ; ils étaient apparemment grièvement blessés et l'on pense qu'ils avaient été torturés à la suite de leur arrestation à Malabo.

Guillermo Nguema Elá, ancien ministre des Finances et membre de la FDR, a été appréhendé le 15 mars à Malabo, puis conduit à la prison publique de Bata. Un certain nombre de parents et d'amis de cet homme ainsi que de Felipe Ondó Obiang auraient été interpellés à Mongomo, une ville proche de la frontière gabonaise, d'où sont originaires d'autres hauts responsables gouvernementaux. D'après les informations recueillies, eux aussi ont été transférés à la prison publique de Bata.

Selon certaines sources, les autorités ont également arrêté d'autres civils et des membres des forces armées, notamment les officiers nommés ci-dessus, présumés entretenir des liens avec la FDR à Bata, Malabo et Mongomo, dans le cadre de cette récente vague d'interpellations. Il semble que ces personnes soient également détenues à la prison publique de Bata. Des partis d'opposition ont demandé aux autorités pour quels motifs ces individus avaient été appréhendés, mais elles n'ont obtenu aucune réponse. Certaines des personnes arrêtées, dont Felipe Ondó Obiang et Guillermo Nguema Elá, avaient déjà été appréhendées par le passé en raison de leurs activités politiques non violentes.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Bien que les autorités de la Guinée équatoriale promettent depuis des années de ne pas faire obstacle aux activités politiques pacifiques, un certain nombre d'opposants, notamment des membres du mouvement *Convergencia para la Democracia Social* (CPDS, Convergence pour la démocratie sociale), ont été harcelés et arrêtés ces derniers mois. En outre, les partis d'opposition éprouvent de grandes difficultés à mobiliser leur sympathisants, car ils pâtissent depuis des années de la répression gouvernementale ainsi que de dissensions intestines et de défections, qui portent souvent la marque du parti au pouvoir, le *Partido Democrático de Guinea Ecuatorial* (PDGE, Parti démocratique de Guinée équatoriale).

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- efforcez-vous d'obtenir de toute urgence l'assurance que Felipe Ondó Obiang, Emilio Ndongo Biyogo, Guillermo Nguema Elá ainsi que les autres civils et les militaires appréhendés depuis le 14 mars seront protégés contre la torture et toute autre forme de mauvais traitements ;
- demandez instamment que ces personnes soient immédiatement autorisées de manière régulière à entrer en contact avec leur famille, à recevoir des soins médicaux et à consulter un avocat ;
- exhortez les autorités à indiquer pour quels motifs ces personnes ont été arrêtées ;
- appelez les autorités à les libérer immédiatement et sans condition, à moins qu'elles ne soient inculpées dans les plus brefs délais d'infractions prévues par la loi.

**APPELS À :**

**Président de la République :**

General Teodoro Obiang Nguema Mbasogo  
Presidente de la República  
Gabinete del Presidente de la República  
Malabo, Guinée équatoriale

**Télégrammes :** Presidente de la República, Malabo, Guinée équatoriale

**Fax :** + 240 9 3313 / 3334

**Formule d'appel :** *Excelencia* / Monsieur le Président de la République,

**Ministre de l'Intérieur :**

Clemente Ngonga Nguema Andema  
Ministro del Interior  
Ministerio del Interior  
Malabo, Guinée équatoriale

**Télégrammes :** Ministro del Interior, Malabo, Guinée équatoriale

**Fax :** + 240 9 2683 / 2688

**Formule d'appel :** *Sr. Ministro*, / Monsieur le Ministre,

**Ministre de la Justice :**

Rubén Mayé Nsue Mangué  
Ministro de Justicia y Culto  
Ministerio de Justicia y Culto  
Malabo, Guinée équatoriale

**Télégrammes :** Ministro de Justicia y Culto, Malabo, Guinée équatoriale

**Fax :** + 240 9 2115

**Formule d'appel :** *Sr. Ministro*, / Monsieur le Ministre,

**COPIES aux représentants diplomatiques de la Guinée équatoriale dans votre pays.**

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 30 AVRIL 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents  
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*